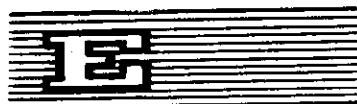




64838



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.:

LIMITÉE

E/ECA/OAU/TRADE/2

22 février 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité ministériel chargé
d'évaluer les progrès réalisés dans le
domaine des questions commerciales et
financières internationales en vue du
développement de l'Afrique

Addis-Abeba (Ethiopie), 7-11 mai 1984

PROPOSITIONS POUR L'ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS
SUR LE COMMERCE ET LES FINANCES*

* Pour des raisons d'ordre technique la présente traduction n'a pas
été révisée.

I. INTRODUCTION

1. Lorsqu'il s'agit de commerce, l'Afrique est sans aucun doute l'un des continents les plus dépendants du monde. Il est encore plus étonnant de voir que plus de trois quarts de ses échanges se font avec les pays développés. Cette tendance s'est accentuée de façon considérable pendant les 20 dernières années entraînant une baisse du pourcentage des échanges entre pays africains. Les études de la CEA ont signalé avec persistance cette situation alarmante.

2. Le développement et l'expansion des échanges entre pays africains posent de nombreux problèmes : les principaux sont dûs surtout à un manque de diffusion et à une mauvaise diffusion de l'information sur le commerce, la réglementation en matière de commerce, l'état de l'offre et de la demande ainsi que les prix pratiqués dans les différents pays africains.

3. Les Etats membres de la CEA ont reconnu à maintes reprises que le commerce est un instrument idéal pour promouvoir la coopération économique entre pays de la région; à cette fin, ils ont demandé à la Commission dans la résolution 244(XI) d'intensifier les efforts visant à assurer une expansion des échanges entre pays africains en facilitant l'échange d'informations à jour en matière de commerce et l'expertise commerciale entre pays africains. Le Plan d'action de Lagos lui aussi accorde une attention toute particulière au développement des échanges entre pays africains et des finances en tant que moyen de réaliser une croissance endogène et une autonomie collective dans le développement socio-économique des pays africains.

4. Aujourd'hui, de nombreux pays africains ont des centres d'information sur le commerce ou des bureaux relevant des ministères du commerce ou en d'autres termes des organisations de promotion commerciale. Cependant, en dépit de leur préoccupation concernant la libre circulation et l'échange d'informations entre eux, il est évident que les hommes d'affaires dans la plupart des pays africains ne connaissent généralement pas les réglementations en matière de commerce, l'état de l'offre et de la demande, les prix, les adresses des bureaux de promotion commerciale, des chambres de commerce et celles des importateurs/exportateurs dans d'autres pays de la région.

5. Depuis longtemps déjà, la CEA considère qu'il est de son devoir de promouvoir une libre circulation et un échange de l'information dans le domaine commercial. C'est la raison pour laquelle et en vue d'aider entre autre à combler cette lacune en matière d'information, et de couronner les efforts déployés par chaque Etat membre pour créer des bureaux nationaux d'information sur le commerce, que, sera créé à la CEA un système régional d'information sur le commerce. Ce système servira non seulement de centre de référence pour tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique, mais il servira aussi de bureau de renseignements pour toute personne voulant établir des relations commerciales avec l'Afrique.

6. Le système régional, une section de la division des questions commerciales et financières internationales de la CEA facilitera les contacts entre les exportateurs et importateurs existants et potentiels et assurera une collecte et une diffusion de l'information sur le commerce en vue de promouvoir les échanges entre pays africains. Il travaillera en étroite collaboration avec le système panafricain de documentation et d'information.

II. CONTEXTE GENERAL

7. La majorité des Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique exploite des services nationaux d'information commerciale à différentes phases de développement.

8. Cependant, à cause de ressources financières et humaines limitées la plupart de ces services n'ont pu atteindre un niveau de fonctionnement adéquat pour assurer une circulation efficace et systématique de l'information commerciale entre eux et les milieux d'affaires. Il faut noter par ailleurs que dans l'avenir immédiat, les outils et instruments nécessaires pour l'application des techniques modernes dans le domaine de l'information sur le commerce seront bien au-dessus des ressources et capacités de la majorité des Etats membres de la CEA. Enfin, il a été reconnu que l'absence d'une information adéquate sur le commerce est l'un des facteurs qui ont sérieusement entravé le développement des échanges entre pays africains et des échanges avec les pays du tiers monde.

9. En 1980 a été créé à Addis-Abeba le système panafricain de documentation et d'information sous l'égide de la CEA. La structure finale sera un réseau coordonnant les activités des systèmes nationaux et sous-régionaux d'information et celles des centres qui y participent. Le système panafricain établira aussi des relations efficaces avec les réseaux internationaux d'informations et les centres de données situés hors d'Afrique, ce qui lui permettra de répondre à une part considérable des besoins globaux du continent en matière d'information.

10. Le système panafricain de documentation et d'information qui s'occupe de données numériques et autres est un système multidisciplinaire décentralisé dont l'objectif est de répondre aux besoins croissants en matière d'informations en vue de promouvoir les activités de développement en Afrique. Le système est basé sur les lignes directrices, les principes et recommandations établis par les organisations internationales dans le domaine de l'information et de la documentation.

11. L'objectif principal du système panafricain de documentation et d'information est de fournir un accès direct à l'information aux décideurs, techniciens, et notamment aux planificateurs qui participent au développement économique et social des Etats africains. Une approche rationnelle au développement ne peut être formulée avec réussite que si toutes les informations pertinentes sont prises en considération au moment de la planification et de la programmation et si une bonne connaissance du passé et si des projections fiables sont utilisées comme base pour les actions futures.

12. Le PADIS a été conçu pour aider les pays africains à :

1. identifier et recueillir les données disponibles et créer un système efficace pour l'exploitation des données produites pour et par la CEA et ses Etats membres;
2. promouvoir les échanges d'informations en créant différents réseaux et sous-systèmes.

13. Les éléments suivants de PADIS sont particulièrement adéquats pour la mise en oeuvre du Système d'informations sur le commerce et les finances.

- a) Le PADIS-Dev, l'élément d'informations en matière de développement économique et social : il représentera un dossier de références comprenant les plans de développement des pays africains ainsi que les faits, tendances, analyses, recommandations pour les prises de décisions, politiques officielles, programmes et dispositions, expériences pratiques, conséquences, évaluations, instruments pour le développement et autres données concernant les activités de développement pour l'Afrique;
- b) PADIS-COM, collecte de données sectorielles bibliographiques complémentaires : il est préparé en collaboration avec les institutions régionales et sous-régionales et les centres nationaux de documentation et avec l'aide des divisions concernées de la CEA;
- c) PADIS-PROM, l'élément de gestion, de contrôle et de supervision des projets : il procède à une analyse systématique des projets et de leur suivi en ce qui concerne l'Afrique;
- d) PADIS-STAT, conception de la banque numérique de données pour les statistiques;
- e) PADIS-NET, le réseau de télécommunications du PADIS pour les liaisons entre systèmes et la diffusion de l'information à l'intérieur et hors du continent africain. Cet élément devrait mettre à la disposition des utilisateurs africains les données que les deux autres éléments ne peuvent recueillir (l'information scientifique et technique produite dans le monde industrialisé) et celles qui ne peuvent être obtenues par l'établissement de liaisons avec les réseaux internationaux de télécommunications. Cet élément sera élaboré en collaboration avec l'Agence spatiale européenne et d'autres réseaux internationaux.

III. OBJECTIFS ET PORTEE DU SYSTEME D'INFORMATION SUR LE COMMERCE ET LES FINANCES EN AFRIQUE

14. TF-Africa est créé sous la responsabilité de la Division des questions commerciales et financières internationales et de sa section de l'information sur le commerce au centre africain du commerce de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Sa structure finale sera constituée par un réseau auquel collaboreront des systèmes d'information nationaux et sous-régionaux et auquel participeront des centres d'information situés en Afrique.

15. Le système d'information sur le commerce et les finances en Afrique (TF) s'occupera surtout du traitement, de la diffusion et de l'évaluation de l'information. Il devrait recueillir les dernières informations sur la situation et les activités de recherche dans le domaine du commerce et des finances ainsi que sur les actions et publications gouvernementales dans la mesure où elles ont trait à la planification pour le développement socio-économique. Il devrait fournir aux pays de la région des informations sur les activités de chacun d'eux ainsi que sur celles des autres pays à des fins de comparaison. Il devra fournir des services, notamment des réponses aux enquêtes, la consultation d'autres sources d'informations et d'études bibliographiques rétrospectives.

16. En analysant les résultats d'enquêtes passées et en étudiant ceux des enquêtes en cours, il devrait constituer sa banque de données et procéder à la collecte de données nouvelles. Lorsqu'il lui est impossible de mener des enquêtes par ses propres moyens, il devrait pouvoir s'adresser aux individus ou aux institutions compétents.

17. L'un de ses rôles fondamentaux sera d'identifier les sources d'informations sur le commerce et les finances dans la région et en particulier dans les zones où des centres d'information nationaux ou sous-régionaux n'ont pas encore été établis. Des communications et des échanges d'informations devraient être établis par les responsables nationaux de l'information sur le commerce et les finances avec les MULPOC au niveau sous-régional ainsi qu'avec les organisations sous-régionales, les sections de l'information sur le commerce et le centre de coordination établi au niveau régional pour le continent africain.

18. L'objectif principal est donc de contribuer au développement des échanges extérieurs et, en particulier des échanges entre pays africains en renforçant les services nationaux, sous-régionaux et régionaux d'informations sur le commerce.

19. Le projet compte apporter son soutien au développement économique et social du continent africain de la manière suivante :

- a) Amener les pays à prendre davantage conscience de l'importance des informations sur le commerce dans la promotion du commerce extérieur;
- b) Faire des recommandations aux pays membres pour ce qui est de l'organisation et du fonctionnement de leurs services d'informations sur le commerce;
- c) Contribuer à développer les compétences en matière d'information et de documentation dans les services d'informations de la région;
- d) Permettre aux services régionaux et sous-régionaux d'information sur le commerce de fournir les informations à jour et l'assistance en matière de consultation et de formation aux pays membres.

20. Afin de réaliser ces objectifs de développement, le projet établira des relations de coopération avec le Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) et créera dans le cadre de la Division des questions commerciales et financières internationales de la CEA, un centre de coordination jouant le rôle d'un centre panafricain pour l'information sur les questions commerciales et financières internationales (CERICOF : Centre régional pour l'information commerciale et financière).

21. Ce centre agira en tant que groupe sectoriel régional spécialisé de coordination pour le commerce et les finances en Afrique et collaborera avec le bureau central de coordination de PADIS pour la mise en oeuvre du système PADIS aux niveaux régional, sous-régional et national.

22. Des efforts seront déployés en vue d'élaborer des plans pour utiliser le système décentralisé de recherche documentaire de PADIS afin de faciliter la diffusion immédiate dans les Etats membres de la CEA de l'information disponible sur le commerce et les finances en Afrique, information obtenue soit en Afrique même, soit hors d'Afrique par interrogation à distance des banques de données telles celles de la CNUCED/GATT en collaboration avec les institutions pour l'information sur le commerce qui se trouvent hors d'Afrique.

23. Les objectifs à long terme du projet sont d'établir une banque de données utiles sur le commerce et les finances pour le continent africain et d'agir en tant que centre d'échanges d'informations pour l'ensemble du continent.

IV. OPERATIONS DU TIS

24. Le Système d'information commerciale (TIS) dans le court terme se concentrera sur les objectifs suivants :

- a) rassembler des documents portant sur l'information, sur le commerce et les finances pour servir de base à l'établissement d'un centre d'échanges d'information sur le commerce et les finances en Afrique;
- b) intensifier et achever la collecte en collaboration avec des instituts africains compétents et des systèmes d'information afin de réaliser une collection exhaustive des documents portant sur l'information sur le commerce et les finances;
- c) création d'un centre d'analyse de documents en vue d'analyser selon les normes de PADIS les documents rassemblés en utilisant tout particulièrement la feuille des indices bibliographiques de PADIS et le manuel pour les analyses de document;
- d) réaliser une collection en microcopie des documents sur le commerce et les finances des centres d'échanges d'informations sous forme de microfiches standards afin de faciliter les échanges et la distribution primaires de documents;
- e) créer grâce à l'unité de traitement en direct de l'information MINISIS fourni par PADIS, un fichier de référence contenant la description des documents rassemblés (le fichier TF-Africa); le fichier sera mis en mémoire dans le système d'ordinateur de PADIS/CCO et sera gratuitement à la disposition de tous les gouvernements participants comme l'un des fichiers de PADIS-COM;
- f) créer un service de questions/réponses pour les utilisateurs africains qui fonctionnera comme une banque de données bien organisée sur le commerce et les finances pour le continent africain en utilisant l'unité d'interrogation en directe et de traitement instantané, MINISIS, fourni par le système PADIS et disponible à PADIS/CCO;
- g) préparer et publier périodiquement des indexes imprimés relatifs aux citations bibliographiques et aux extraits de documents sur le commerce et les finances (DEVINDEX-AFRICA);
- h) contribuer à la préparation de données du système PADIS pour le contrôle et la supervision (PADIS-PROM) de l'information relative aux projets sur le commerce et les finances, poursuivre la recherche et la quête de savoir-faire sur le continent africain en utilisant la feuille de préparation de données et le manuel;

- i) collecter l'information, dresser et publier des répertoires des experts dans le domaine du commerce et des finances;
- j) donner des nouvelles sur les données et les programmes dans les bulletins d'information, les brochures, les journaux et autres médias;
- k) jouer le rôle d'organe de distribution pour les publications sur les questions commerciales et financières dans la région africaine;
- m) collaborer avec PADIS-CCO pour la conception de l'élément pour le commerce et les finances de la banque panafricaine de données numériques conçue comme un composant du système PADIS (PADIS-STAT/TFA, la banque de données commerciales et financières africaines) et comprenant une banque de données sur les produits de base qui fournit des informations sur les produits et ressources africains;
- n) distribuer des bandes magnétiques pour ordinateurs contenant les informations TF/Africa aux Centres nationaux d'information et de documentation (CNID) déjà équipés en ordinateurs et autres appareils et aux centres nationaux et régionaux de promotion commerciale.

25. Au cours de la première phase de la mise en oeuvre du TIS, une attention toute particulière sera accordée aux points suivants :

- exposer et expliquer en détails aux gouvernements africains par le biais de leurs ministères et/ou agences de promotion commerciale compétents ainsi qu'aux organisations régionales et sous-régionales, les objectifs, les activités et les résultats potentiels du projet;
- obtenir les points de vue, le soutien officiel et la participation de ces gouvernements et institutions en vue de mettre au point un système d'information sur le commerce en Afrique tout en tenant compte des systèmes d'information nationaux, sous-régionaux et régionaux qui existent déjà en Afrique;
- aider les Etats membres dans leurs efforts visant à créer le Centre national d'information et de documentation (CNID), conformément au programme de PADIS de 1980-89 en vue de renforcer les compétences du CNID et du Centre national de promotion commerciale dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en Afrique;
- envoyer des missions d'enquête aux centres d'information sur le commerce et les finances qui se trouvent en Afrique et ailleurs afin de profiter de leurs expériences pour assurer un établissement sans difficultés et un fonctionnement régulier de TF-Africa.

26. TIS a aussi pour objectif :

- a) d'accorder une attention particulière aux besoins et aux priorités en matière de développement des pays les moins avancés; et des pays nouvellement indépendants de la région africaine. A cet effet, des projets d'activités ont été élaborés afin de prendre en considération les difficultés auxquelles sont confrontés ces pays;
- b) de promouvoir la coopération technique et économique entre pays africains et entre l'Afrique et d'autres régions en développement, réalisant ainsi l'un des objectifs économiques globaux fixés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

27. Etant donné que les utilisateurs pour lesquels le système sera conçu seront avant tout des hommes d'affaires, des chercheurs et des décideurs travaillant dans des domaines relatifs au commerce et aux finances, l'expansion de TIS dépendra à l'avenir des systèmes et réseaux nationaux d'information pour ce qui est des rentrées de données. Il va sans dire que de tels systèmes seront créés et parce qu'ils seront placés dans la même optique que le projet, ce dernier pourra leur laisser le soin de s'occuper de l'information sur le commerce et les finances dans leur domaine particulier. Pour l'instant cependant, tous les types d'informations sur le commerce et les finances seront introduits dans la banque de données TF-Africa afin d'assurer la couverture complète qui permettra à tous les groupes de chercheurs et responsables en matière de développement d'en tirer profit.

V. AVANTAGES DU TIS

28. Il va sans dire qu'une information fiable et à jour est nécessaire pour déterminer les priorités d'un pays en matière d'exportations et d'importations. A cette fin, les pays africains déploient des efforts pour créer et développer leurs services nationaux de promotion commerciale. Le degré de développement de ces mécanismes de promotion commerciale varie cependant d'un pays à l'autre. En outre, à cause de ressources financières et humaines insuffisantes, certains services de promotion commerciale n'ont pu atteindre un niveau de fonctionnement adéquat pour assurer une circulation efficace de l'information sur le commerce de façon systématique et régulière entre eux et les milieux d'affaires.

29. Par conséquent, on espère qu'un TIS régional tel celui que l'on se propose d'établir à la Commission économique pour l'Afrique sera un élément clé permettant de renforcer et compléter les efforts des Etats membres visant à développer les services nationaux d'information sur le commerce. Le TIS servira aussi de source centrale d'informations aussi bien pour les exportateurs que pour les importateurs de biens et de services en Afrique. Il aidera les acheteurs et les vendeurs à développer les contacts en vue d'accroître leurs échanges avec l'étranger.

30. Les réalisations du Système d'information sur le commerce et les finances en Afrique seront les suivantes :

- i) Création, mise à jour, révision et entretien de la banque de données bibliographiques TF-Afrique dans trois langues à savoir, le français, l'anglais et l'arabe conformément aux lignes directrices de l'UNISIST-TSO et en utilisant les feuilles d'instruction de PADIS;
- ii) Production de TF INDEX-AFRICA contenant des extraits et des indexes de l'auteur, le sujet, le cote du rapport et l'organisation;
- iii) Interrogation des fichiers de TF-Africa et de PAIDS-PROM en utilisant le logiciel du système de recherche documentaire pour la préparation de bibliographies rétrospectives, de dossiers sur l'actualité ou une diffusion sélective de l'information. Les résultats seront des citations bibliographiques sous forme d'imprimés, avec ou sans extraits, liste des auteurs et liste des cotes de document;
- iv) Interrogation de la banque de données statistiques de PADIS (PADIS-STAT) avec un logiciel du système de recherche documentaire complété par des progiciels statistiques afin d'obtenir des listings numériques pouvant être utilisés immédiatement par les utilisateurs;
- v) Des supports matériels sous forme de microfiches, photocopies de doua documents originaux et des télécopies numériques envoyées par les réseaux de transmission de données;
- vi) Utilisation d'imprimantes à courte durée de traitement et à double sortie pour la production de :
 - a) DEVINDEX-Africa;
 - b) Des bibliographies et des listes diverses établies grâce aux processus de tri des fichiers;
- vii) Production de résultats sur bandes magnétiques contenant les données nouvelles introduits tous les mois, tous les trimestres et chaque année pour les centres nationaux informatisés et ayant trait au fichier TF-Africa;
- viii) Diffusion sous forme d'indices imprimés ou de bandes magnétiques d'un fichier de référence PADIS-PROM, relatif aux projets en cours sur le commerce et les finances, le savoir-faire disponible en Afrique et dans les insfituts de recherche sur le commerce et les finances en collaboration avec d'autres projets identiques de l'ONU;

- ix) Aide aux Etats membres pour la création de mécanisme permettant de recevoir sur une base continentale et internationale des informations sur le commerce et les finances y compris des documents sur les programmes bénéficiant de l'aide internationale. Les données se présentent généralement sous forme d'études de faisabilité, de rapport de mission, propositions de projets, rapports ou études d'évaluation et sont produites par une multitude d'institutions de l'ONU et autres organisations et fondations nationales et internationales. Le bureau local du Représentant résident de l'ONU devrait être en principe en possession de ces documents, en particulier ceux relatifs aux études parainées par les institutions de l'ONU étant donné que c'est là où sont déposés tous les rapports de pays. La plupart de ces documents nécessite cependant une "reclassification" par les gouvernements avant d'être distribués.
- x) Utilisation de terminaux d'interrogation à distance dans les centres nationaux d'information et de documentation permettant de procéder à une interrogation en direct des banques de données nationales, sous-régionales et régionales de PADIS ainsi que des réseaux de recherche documentaire qui se trouvent hors du continent africain (PADIS-NET).

VI. RESUME DES CONCLUSIONS

31. L'accent a été mis sur le fait qu'en Afrique les exportateurs opérateurs ne disposent pas de services spécialisés tels que par exemple les services d'information sur le commerce et ce facteur constitue l'un de leurs principaux problèmes. En outre, les réseaux de transports et de communications inadéquats, les distances, les langues et les cultures séparent les milieux d'affaires africains et entravent l'entrée de marchés prometteurs même si ces marchés se trouvent à proximité sur le plan géographique. L'établissement d'un service d'information sur le commerce est par conséquent un facteur vital et nécessaire permettant d'aider à développer et à accroître le commerce africain en général et le commerce intra-africain en particulier.

32. Un budget dont le montant est estimé à 1 121 442,23 dollars des Etats-Unis est nécessaire pour mettre sur pied le système régional d'information sur le commerce. Cette somme sera utilisée pour le personnel, les équipements, les fournitures et la documentation. Le TIS sera géré par le Centre africain du commerce de la Division des questions commerciales et financières internationales de la CEA. La CEA fournira une partie du personnel du projet, les services de secrétariat et de traduction et imprimera les documents.

PLAN DE TRAVAIL

Le plan présente les activités à entreprendre pendant la première année du projet. Ce plan sera mis à jour d'ici septembre 1984 pour présenter le plan de travail pour la période restante.

I. CREATION D'UNE BANQUE DE DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES

	<u>Résultats</u>	<u>Date</u>
1.1 Identification et collecte de documents sur le commerce et les finances produits par la CEA	Documents sélectionnés pour indexation	Juin 1984
1.2 Identification et acquisition de documents sur le commerce et les finances produits dans les pays africains et ailleurs et qui n'ont pas encore été traités par d'autres systèmes d'informations	Documents sélectionnés pour indexation	Avril 1984
1.3 Formation des analystes, des opérateurs de saisie et des gestionnaires de base de données	Indexeurs, opérateurs de saisie et gestionnaires de base de données	Janvier 1984
1.4 Reproduction en microcopie de documents sur le commerce et les finances sélectionnés en vue d'être analysés	Documents disponibles sur microfiches pour la distribution	Janvier 1984
1.5 Analyse de documents collectés en utilisant les processus de PADIS pour le traitement des documents	Enregistrement prêt à être mémorisé	Janvier 1984
1.6 Création de la banque de données TF et entrée des 200 premiers enregistrements	200 enregistrements mémorisés	Mars 1984
1.7 Installation du Thesaurus TF	Thesaurus multilingue avec dispositif de recherche assistée	Avril 1984

	<u>Résultats</u>	<u>Date</u>
1.8 Préparation du numéro pilote de DEVINDEX-Africa sur bande	Bande prête pour la publication par photocomposition guide publié	Avril 1984
1.9 Sortie du premier numéro DE TF INDEX-Africa	Guide publié	Juillet 1984
1.10 Acquisition et mise en mémoire dans l'ordinateur de l'information sur le commerce et les finances disponibles dans d'autres systèmes d'information	Une couverture plus grande de l'information sur le commerce et les finances	Août 1984
1.11 Distribution sur demande de bandes magnétiques aux institutions et centres nationaux de PADIS	Disfusion de l'information sur le commerce et les finances	Octobre 1984
II. CREATION D'UNE BASE DE DONNEES STATISTIQUES (en cours)		
2.1 Système d'analyse et format de données pour la conception d'une banque de données africaine sur les produits de base	Champs de données défini	Mars 1983
2.2 Collecte de données et mise à jour de données	Continue	